

Travailler plus... pour s'endetter plus ?

La Tribune, le 10 juin 2011.

"Nous ne pouvons pas avoir une monnaie commune et certains avoir beaucoup de vacances et d'autres très peu, à la longue cela ne va pas" déclarait Angela Merkel le 17 mai 2011, insinuant que les Piigs, autrement dit les GIPSI (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie) ne devaient qu'à leur paresse les déboires financiers actuels.

Cette remarque n'a pas suscité beaucoup de commentaires, mais plutôt un silence gêné. Tout un chacun a pu se dire en son for intérieur : « Le propos est peut-être fondé. Mais ces malheureux travailleurs du Sud, ne sont-ils pas écrasés de chaleur une bonne partie de l'année ? Ils ont donc des excuses. Et le dire tout haut n'est pas très poli, surtout entre compagnons monétaires. »

Mais le doute nous saisit. Prenons les Grecs par exemple, qui éprouvent les plus grandes difficultés financières, matérialisées par les taux d'intérêt les plus élevés de la zone Euro. Jusqu'à quel point travaillent-ils moins que les Allemands ? Une vérification statistique s'impose. Et là, surprise ! Selon l'OCDE, ils sont les champions du travail dans l'OCDE, avec 2119 heures par an en moyenne par travailleur. Ils travaillent 52% de plus que les travailleurs allemands, qui affichent 1380 heures annuelles, score le plus bas de l'OCDE – avec les Pays Bas. Si l'on représente maintenant sur un même graphique le nombre d'heures travaillées annuellement dans les différents pays de la zone euro (axe horizontal), et le degré de difficultés financières (axe vertical), mesuré, comme nous l'avons dit, par les taux d'intérêt, nous découvrons alors une relation confondante.

Il semblerait que plus l'on travaille dans un pays, plus l'on éprouve de difficulté avec ses finances publiques !

Ce paradoxe économique doit passer à la postérité, baptisons-le : ce sera la conjecture de Salvador-Merkel, double hommage à notre rude fourmi germanique, qui, étrillant les cigales méridionales nous a mis sur la piste, et à Salvador (Henri, pas Dali) qui avait anticipé l'idée dès 1965 : « Le travail, c'est la santé [financière]. Rien faire c'est la conserver. ». La France occuperait dans ce tableau une position intermédiaire, travaillant moins que l'Espagne ou l'Italie, mais encore trop pour pouvoir prétendre avoir des taux aussi bas qu'en Allemagne.

Les incrédules voudront discuter : les Grecs travailleraient peut-être de moins en moins, et les Allemands de plus en plus, si bien que le propos de Mme Merkel serait vrai sinon en niveau, du moins en tendance ? Mais non : les Grecs n'ont réduit en 10 ans leur temps de travail annuel que de 2 heures, tandis que les Allemands le réduisaient de 83 heures ! Les Grecs travailleraient peut-être moins longtemps sur leur cycle

de vie, partant très jeunes à la retraite ? Mais non : en Grèce 31% de la population âgée de 59 à 65 ans travaille, contre 23% en Allemagne ou aux Pays Bas. La conjoncture de Salvador-Merkel résiste !

Une nouvelle objection vient alors à l'esprit : les GIPSI travaillent, mais ils travaillent mal, leur productivité est faible. Cette productivité peut se mesurer en PIB (c'est-à-dire en valeur ajoutée) produite par heure de travail. L'OCDE la chiffre à 34 dollars par heure en Grèce, contre 57 aux Etats-Unis, 55 en France et 53 en Allemagne. Mais la productivité grecque n'est pas si mauvaise, à peine inférieure à celle du Japon (38 dollars par heure) et bien au dessus de la Corée du Sud (25). Et Henri Salvador n'aurait pas résisté à faire remarquer que ces chiffres de productivité peuvent aussi bien soutenir que la productivité est meilleure en Allemagne ou en France justement parce qu'on y travaille moins...

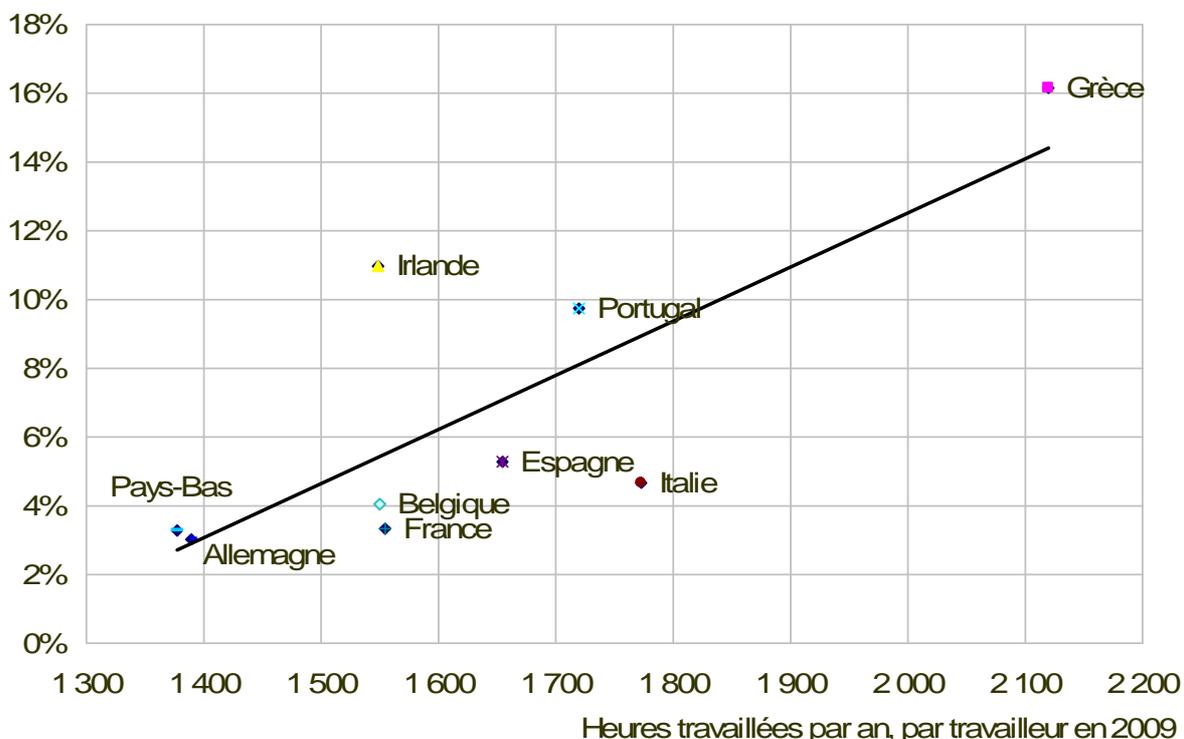
Quels enseignements en tirer ?

1/ la voie stakhanoviste n'est pas une solution de sortie de crise pour les GIPSI, qui travaillent déjà beaucoup, peut-être trop, eu égard à leur mauvaise productivité horaire. 2/ les lois de l'économie sont peut être plus compliquées, que la simple justice morale ne le voudrait (les méchants sont punis et les bons récompensés). 3/ faire vivre en régime de taux de changes fixes des Etats inégalement industrialisés, suppose soit des rectifications périodiques des taux de change pour compenser les pertes de compétitivité récurrentes des pays les moins industrialisés, où les gains de productivité sont faibles (ainsi fonctionnait feu le SME) ; soit une solidarité budgétaire totale, par laquelle les pays les plus industrialisés financent de façon récurrente les autres, afin que ces derniers continuent d'acheter leurs produits.

Philippe Brossard, président de Macrorama.

Temps de travail annuel moyen et taux d'intérêt obligataires en zone euro :

Rendement des emprunts d'Etat à 10 ans



Source : OCDE, Bloomberg